

FONCTIONNAIRES RECEVANT \$18,000 ET PLUS

Question n° 1597—M. MacRae:

1. Quel est le nom des fonctionnaires qui touchent un traitement annuel supérieur à \$18,000?
2. Combien chacun d'eux reçoit-il exactement?
3. Quel poste chacun de ces fonctionnaires occupe-t-il?

(Le document est déposé.)

DEMANDES DE DOCUMENTS

M. J. B. Stewart (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, le gouvernement accepte la motion n° 162. Les motions n°s 160 et 161 sont aussi recevables sous la réserve habituelle du consentement du gouvernement de la province.

M. l'Orateur: La Chambre accepte-t-elle que la motion n° 162 soit adoptée et que les motions n°s 160 et 161 le soient aussi, sous les réserves énoncées par le secrétaire parlementaire?

Des voix: D'accord!

AIDE AUX PRODUCTEURS DE SIROP D'ÉRABLE
DU QUÉBEC**Demande n° 160—M. Boutin:**

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence la priant de faire déposer à la Chambre copie de toute correspondance, de tous télégrammes ou autres documents échangés entre le ministre des Forêts et le ministre de l'Agriculture de la province de Québec depuis le mois d'avril 1964, relativement à la question de demande d'aide pour les producteurs de sucre et de sirop d'érable de la province de Québec.

(La motion est adoptée.)

Demande n° 161—M. Boutin:

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence la priant de faire déposer à la Chambre copie de toute correspondance, de tous télégrammes ou autres documents échangés entre le ministre fédéral de l'Agriculture et le ministre de l'Agriculture de la province de Québec, depuis le mois d'avril 1964, relativement à la question de demande d'aide pour les producteurs de sucre et de sirop d'érable de la province de Québec.

(La motion est adoptée.)

DÉTENTION ILLÉGALE D'IMMIGRANTS

Demande n° 162—M. Orlikow:

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie de la liste des personnes qui sont entrées illégalement au Canada depuis le 1^{er} juillet 1963 et qui avaient été détenues pour plus d'un mois avant leur déportation ou accusées devant les tribunaux ainsi que les raisons qui ont motivé la période de détention.

(La motion est adoptée.)

[M. Pigeon.]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

MALAYSIA—AIDE DU COMMONWEALTH

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Gordon Churchill (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pourrait-il donner des renseignements à la Chambre au sujet de la situation en Malaysia, par suite de l'attaque non motivée lancée contre ce pays par l'Indonésie? Deuxièmement, pourrait-il nous dire quelle assistance le gouvernement de Malaysia a sollicitée du Canada et quelle a été la réponse de notre pays? Enfin, j'aimerais savoir quelle sorte d'aide les autres pays du Commonwealth ont offerte à la Malaysia.

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, la situation s'est aggravée depuis quelques jours en Malaysia. On ne saurait dire encore quelles seront les conséquences de l'intervention accrue de l'Indonésie. Le premier ministre et moi-même, nous nous sommes entretenus avec le premier ministre de Malaysia lors du passage de ce dernier à Ottawa. Comme le premier ministre du Canada l'a annoncé le 29 juillet dernier, il a été décidé, par suite de ces entretiens, qu'un groupe de militaires canadiens se rendrait en Malaysia pour déterminer sur place le genre d'aide que nous pourrions fournir, eu égard surtout aux contributions des autres pays. Un relevé semblable se poursuit actuellement pour le compte du gouvernement britannique et le représentant sait probablement que le gouvernement de Malaysia a discuté dernièrement avec le gouvernement américain de l'aide que pourraient fournir les États-Unis.

Des délégués de la Malaysia se trouvent actuellement à Washington où ils étudient le genre d'achats qu'ils pourraient effectuer, et nous comptons qu'ils viendront au Canada d'ici quelques jours. Il se peut que le groupe s'intéresse à un genre particulier d'aéronef et toute décision à cet égard tiendra compte de notre propre évaluation de la situation et des désirs du gouvernement de la Malaysia. On discutera en même temps des modalités de financement. Les enquêteurs dont le premier ministre a parlé le 29 juillet doivent quitter le Canada sous peu.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, compte tenu des actes d'agression flagrante de l'Indonésie contre la Malaysia, le gouvernement étudie-t-il de nouveau la possibilité de mettre un terme une fois pour toutes à l'aide qu'il accorde à l'Indonésie?